





INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre 2000

FAITS SAILLANTS

-  **Le PIB réel a crû de 4,7 %, au deuxième trimestre, sous l'impulsion de la vigueur du secteur de la technologie de pointe.**
-  **Malgré le ressaisissement de l'emploi observé en août, le taux de chômage enregistré au Canada a augmenté pour s'établir à 7,1 %.**
-  **L'inflation mesurée par l'IPC a atteint 3,0 %, en juillet, le renchérissement de l'énergie intervenant pour plus de la moitié de la hausse globale.**
-  **L'excédent commercial du Canada a atteint un sommet, en juin, à la faveur de l'augmentation des prix de l'énergie.**
-  **Des gains généralisés ont propulsé le TSE 300 à de nouveaux sommets en août.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	783,3	0,4	4,7	Juin
Biens	263,0	0,4	5,9	Juin
Services	520,3	0,4	4,1	Juin
Indice composite	163,8	0,4	8,0	Juill.
Emplois (En milliers)	14 901	0,2	2,4	Août
Temps plein	12 182	0,0	3,0	Août
Temps partiel	2 718	0,9	-0,2	Août
Chômage (En %)	7,1	6,8	7,7	Août
Jeunes*	13,0	12,6	13,5	Août
Adultes*	5,9	5,6	6,6	Août
Inflation mesurée par l'IPC*	3,0	2,9	1,8	Juill.
Ventes au détail (En M\$)	22 893	0,8	6,3	Juin
Mises en chantier (En milliers)	146,0	-11,8	-0,5	Août
Balance commerciale* (En M\$)	4 955	4 035	2 758	Juin
Exportations	35 341	2,3	19,5	Juin
Importations	30 386	-0,4	13,3	Juin
M&É	10 212	-2,5	13,0	Juin
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,86	5,88	4,87	6 sept.
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,51	5,55	5,68	6 sept.
Dollar canadien* (En cents US)	67,69	67,25	67,00	8 sept.

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre 2000

TABLES DES MATIÈRES

L'économie	Page
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 8 septembre 2000. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Julie Dubois, Joe Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre de 2000

Au deuxième trimestre, l'économie a crû à un solide rythme...

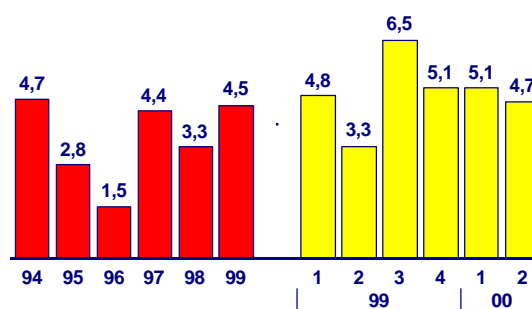
- Le PIB réel s'est accru de manière plus vigoureuse que prévu (4,7 %, taux annuel) au deuxième trimestre de 2000. Cette vingtième augmentation trimestrielle consécutive de la production s'inscrit dans la plus longue série de gains observée depuis les années 60.
- Le secteur de la technologie de pointe a grandement contribué à la vigueur de l'économie, intervenant pour environ la moitié de la hausse totale de la production.
- La demande intérieure finale a connu une autre solide progression, en particulier sous l'impulsion de la vigoureuse croissance de l'investissement dans le matériel de pointe. Les dépenses de consommation ont aussi été vigoureuses, soutenues par le niveau élevé de confiance des consommateurs.
- Les exportations ont augmenté à un bon rythme, croissant de 8,5 % (taux annuel) au deuxième trimestre. Comme les importations ont progressé encore plus rapidement (+10,2 %), l'excédent commercial réel du Canada a fléchi.

...soutenant la croissance du revenu des particuliers et des bénéfices des entreprises

- Au deuxième trimestre, le revenu des particuliers a progressé de façon marquée, à la faveur de la montée en flèche (10,4 %) du revenu du travail. Les paiements versés par le gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale sont intervenus pour un peu moins de la moitié de l'augmentation globale du revenu du travail.
- La croissance des revenus a fait passer le taux d'épargne à 4,4 %, en hausse par rapport au taux révisé de 3,9 % enregistré au premier trimestre de l'année. Même si le ratio d'endettement des ménages s'est légèrement replié pour s'établir à 95,1 % au deuxième trimestre, le niveau d'endettement des ménages demeure élevé.
- La croissance des bénéfices d'exploitation des entreprises a ralenti pour se fixer à 6,8 % (taux annuel) au deuxième trimestre, après avoir enregistré une hausse moyenne d'un peu plus de 30 % au cours des six trimestres précédents. L'accroissement des prix des produits de base et la vigoureuse demande de produits manufacturés continuent de soutenir la croissance des bénéfices.

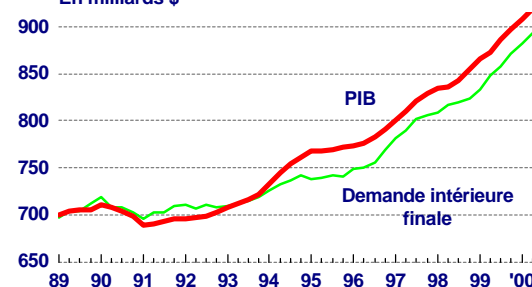
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



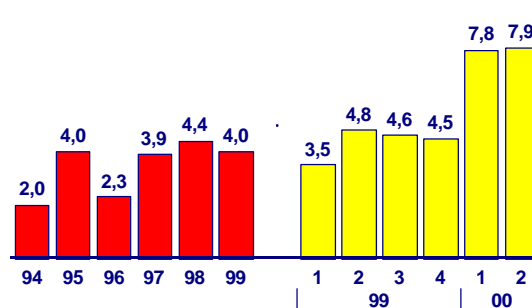
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

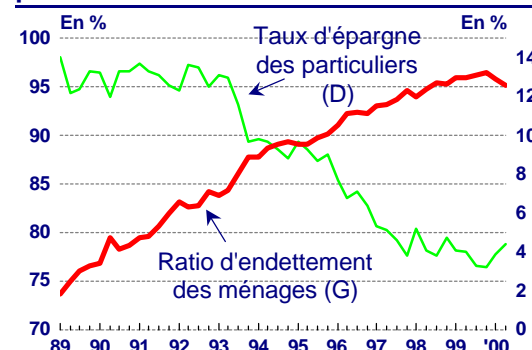


Croissance du revenu des particuliers

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers



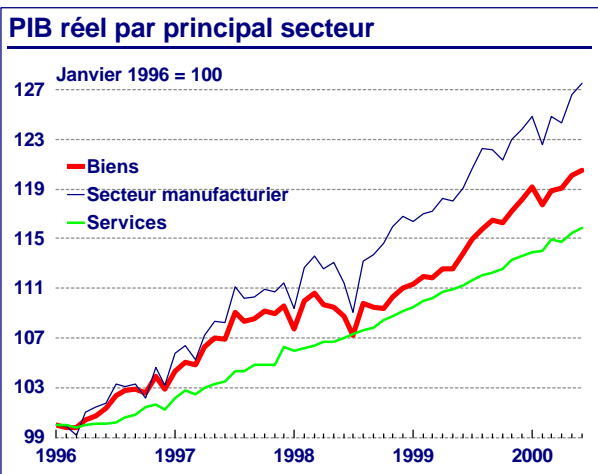
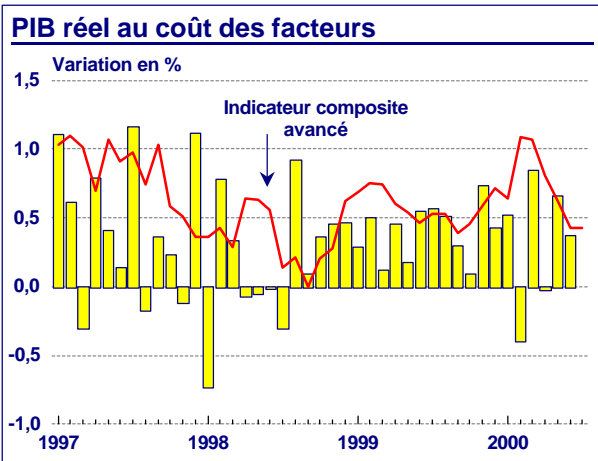


En juin, la croissance de la production a ralenti...

- Le PIB réel au coût des facteurs s'est accru de 0,4 %, en juin, en baisse comparativement à la hausse de 0,7 % observée en mai. N'eût été de la fabrication et de la vente en gros d'ordinateurs et de périphériques, la croissance de la production aurait été plus modeste (0,2 %).

...malgré les solides gains des secteurs de la fabrication et de la vente en gros

- La croissance de la production de biens (0,4 %) s'explique principalement par une hausse marquée de l'activité dans le secteur manufacturier, qui a bénéficié de la vigoureuse demande étrangère de produits électriques et électroniques et de pièces de véhicules automobiles. Le règlement de la grève des conducteurs de bétonnière à Toronto a contribué au redressement (0,6 %) de la production dans le secteur de la construction.
- Dans le secteur des services, la production totale a crû de 0,4 %, en juin, dans la foulée de la solide hausse de la vente en gros, attribuable à l'accroissement marqué de la distribution d'ordinateurs et de logiciels, et de la poursuite de la vigoureuse croissance des services aux entreprises. Le recul de la production dans le secteur de la finance s'explique, pour sa part, par le repli de l'activité sur les marchés boursiers.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Juin 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	783 300	2 865	0,4	4,7
Secteur des entreprises	653 196	2 791	0,4	5,5
Biens	263 025	962	0,4	5,9
Agriculture	13 858	8	0,1	2,4
Pêche et piégeage	727	-29	-3,8	-11,3
Abattage du bois et foresterie	4 549	-164	-3,5	-3,7
Exploitation minière*	29 089	31	0,1	10,3
Sect. manufacturier	145 340	1 046	0,7	7,0
Construction	42 951	248	0,6	3,1
Autres services publics	26 511	-178	-0,7	4,5
Services	520 275	1 903	0,4	4,1
Transport et entreposage	36 499	118	0,3	4,7
Communications	30 048	254	0,9	13,1
Commerce de gros	48 432	776	1,6	5,0
Commerce de détail	48 464	192	0,4	4,9
Finance et assurances	44 005	-401	-0,9	6,0
Agents d'ass. et agents imm.	81 274	131	0,2	2,4
Services commerciaux	46 889	400	0,9	8,2
Services gouvernementaux	46 241	-11	-0,0	1,8
Enseignement	40 613	29	0,1	0,5
Soins de santé et services sociaux	47 272	52	0,1	1,1
Logement et alimentation	20 198	151	0,8	3,4
Autres	30 340	212	0,7	2,3

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



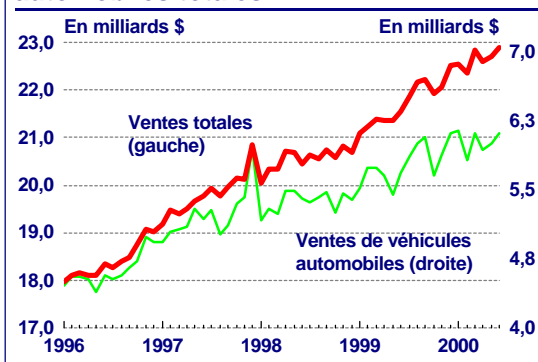
Les dépenses de consommation ont été vigoureuses au deuxième trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,6 % (taux annuel) au deuxième trimestre de 2000, soit à un rythme correspondant à celui observé au cours des deux trimestres précédents.
- Les dépenses en services ont connu une solide hausse durant le trimestre. Toutefois, la croissance des achats de biens durables et de biens semi-durables, sensibles aux taux d'intérêt, a ralenti considérablement par rapport à la période précédente.

...et devraient le demeurer

- La persistance de l'accroissement des revenus et le regain de confiance des consommateurs devraient contribuer à soutenir la poursuite de l'augmentation des dépenses des ménages. Même si la croissance de l'emploi a ralenti au deuxième trimestre, le revenu disponible des particuliers a monté en flèche (8,1 %, taux annuel), sous l'impulsion des paiements du gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale.
- Bien que les finances des ménages se soient améliorées quelque peu au cours des trois derniers trimestres, le taux d'épargne des particuliers demeure faible et le niveau d'endettement des ménages reste élevé. Un retour à une solide croissance de l'emploi sera donc peut-être nécessaire pour soutenir la poursuite de l'augmentation des dépenses de consommation.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

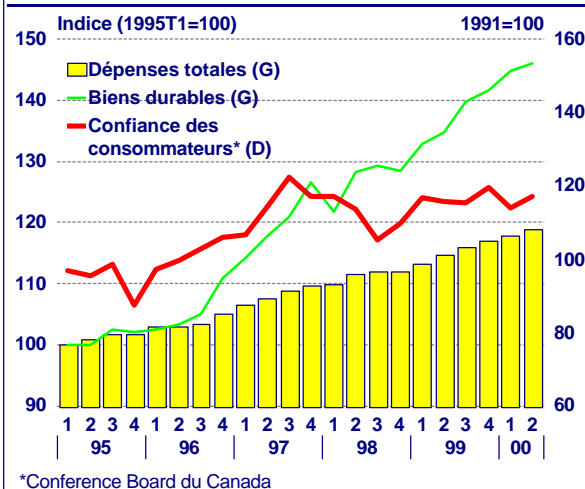
Jun 2000	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 893	0,8	6,3
Alimentation	5 028	0,2	2,8
Pharmacies	1 129	0,6	2,2
Vêtements	1 248	0,9	6,4
Meubles	1 247	-1,0	8,1
Automobiles	9 213	1,5	9,8
Magasins de march. diverses	2 588	0,9	3,9
Tous les autres magasins	2 441	0,6	4,5
Total excluant véhicules automobiles	16 773	0,4	5,8
Crédit à la consommation	181 530	1,0	9,1

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		2000 T1	2000 T2
	1998	1999		
Consommation réelle (En \$ 1992)	487 866	504 763	516 732	521 312
Variation en %	2,9	3,5	3,4	3,6
Biens durables	66 487	71 859	75 824	76 504
Variation en %	5,9	8,1	9,4	3,6
Biens semi-durables	45 751	47 103	48 572	48 728
Variation en %	4,4	3,0	8,9	1,3
Biens non durables	120 795	123 344	125 028	125 464
Variation en %	1,7	2,1	1,4	1,4
Services	254 833	262 457	267 308	270 616
Variation en %	2,5	3,0	1,7	5,0
Revenu disponible	567 960	590 608	611 864	623 912
Variation en %	3,9	4,0	7,7	8,1
Taux d'épargne (En %)	4,5	3,7	3,9	4,4
Ratio d'endettement (En %)	94,9	96,1	95,8	95,1

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





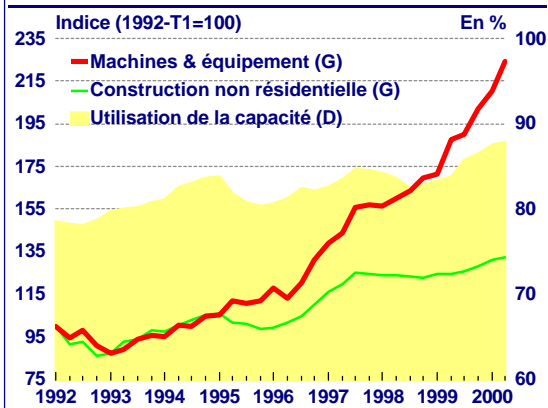
Au deuxième trimestre, les investissements des entreprises ont augmenté plus rapidement...

- Les investissements des entreprises ont connu une autre solide progression, au deuxième trimestre, poursuivant la récente série de gains marqués. Les dépenses en machines et équipement (M&É) ont grimpé de 28,5 % (taux annuel), en raison principalement de l'accroissement des achats d'ordinateurs et d'autre matériel de bureau. A également joué un rôle l'augmentation des achats de matériel de transport par le secteur pétrolier et gazier.
- L'activité dans le secteur de la construction non résidentielle a ralenti pour s'établir à 2,9 % (taux annuel), après avoir crû de 10,2 % au premier trimestre.

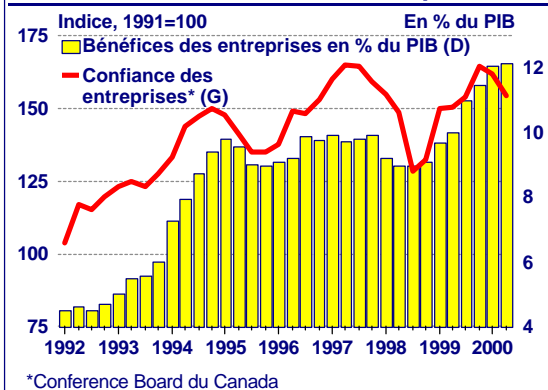
...et devraient demeurer vigoureux tout le reste de l'année

- Les perspectives en matière d'investissement demeurent positives, compte tenu des récentes hausses des bénéfices des entreprises et de l'augmentation du taux d'utilisation de la capacité.
- En effet, l'utilisation de la capacité a atteint 87,9 % au deuxième trimestre, soit le taux le plus élevé depuis le milieu des années 60. Elle s'est certes accrue dans la plupart des principaux groupes industriels, mais elle a augmenté de façon particulièrement marquée dans les secteurs de la fabrication et de l'exploitation minière.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T3	1999 T4	2000 T1	2000 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	65 357	75 557	76 508	81 248	84 704	90 184
Variation en %	9,0	15,6	6,0	27,2	18,1	28,5
Construction non résidentielle (1992\$)	39 502	40 288	40 200	41 040	42 052	42 352
Variation en %	1,7	2,0	2,5	8,6	10,2	2,9
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,9	85,7	86,5	87,5	87,9
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,8	85,7	86,7	87,0	87,8	88,4
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	142 296	174 317	181 716	189 792	204 288	207 660
Variation en %	-13,3	22,5	28,2	19,0	34,2	6,8
Bénéfices - Industries non financières	94 891	123 372	129 740	135 332	140 360	147 312
Variation en %	-13,6	30,0	47,5	18,4	15,7	21,3
Bénéfices - Industries financières	47 406	50 945	51 976	54 460	63 928	60 348
Variation en %	-12,5	7,5	-7,8	20,5	89,9	-20,6
Crédit aux entreprises	694 678	729 728	735 012	746 400	755 693	771 550
Variation en %	10,6	5,0	7,6	6,3	5,1	8,7



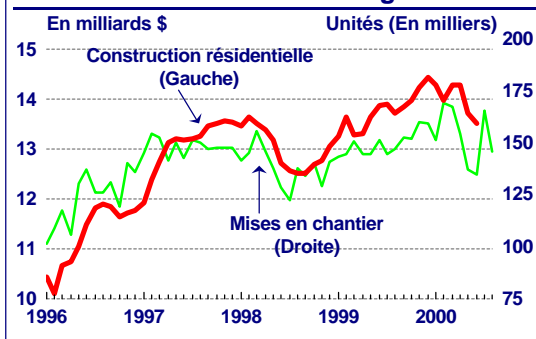
Au premier semestre de 2000, le marché du logement s'est considérablement affaibli...

- Au deuxième trimestre, les investissements des entreprises dans la construction résidentielle ont fléchi de 11,0 % (taux annuel), après n'avoir que légèrement progressé au premier trimestre.
- Une grève des conducteurs de bétonnière à Toronto a grandement contribué à cette détérioration, qui a mené à un recul de l'investissement dans les logements neufs. De même, les ventes de logements existants se sont aussi repliées d'un trimestre à l'autre, et le rythme de l'activité dans le secteur de la rénovation a ralenti.

...et pourrait demeurer faible au dernier semestre de l'année

- Le règlement de la grève des conducteurs de bétonnière s'est traduit par un redressement marqué des mises en chantier en juillet. Toutefois, les mises en chantier ont fléchi, en août, pour enregistrer leur sixième repli au cours des huit derniers mois.
- La hausse des taux hypothécaires est un facteur important expliquant la faiblesse récente du marché du logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que les taux hypothécaires vont diminuer au cours des mois à venir, ce qui pourrait soutenir l'activité future dans le secteur.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

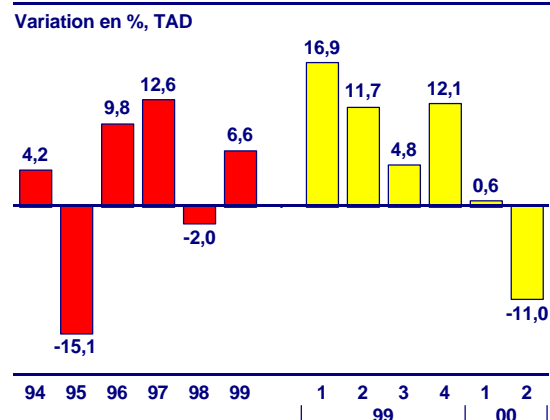
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	13 510	-1,5%	-2,6%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 701	-1,6%	-1,8%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	18 897	-387	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	146 000	-19 600	-800
Terre-Neuve	900	-500	0
Île-du-Prince-Édouard	500	100	200
Nouvelle-Écosse	4 100	400	2 800
Nouveau-Brunswick	1 600	-300	-100
Québec	23 300	1 900	6 200
Ontario	62 100	-18 700	-500
Manitoba	2 000	500	0
Saskatchewan	2 300	100	100
Alberta	19 300	-700	-5 100
Colombie-Britannique	8 900	-2 400	-4 600

1 - Données de juin 2 - données de juillet 3- données d'août
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	2000 T1	2000 T2
Construction résidentielle	41 523	44 259	45 832	44 528
Variation en %	-2,0	6,6	0,6	-10,9
Construction par secteur	41 277	43 983	45 560	44 256
Variation en %	-2,0	6,6	0,6	-11,0
Logements neufs	20 701	22 258	22 996	21 800
Variation en %	-3,5	7,5	-7,9	-19,2
Travaux de réparation et d'amélioration	13 640	14 399	15 212	15 328
Variation en %	2,4	5,6	10,2	3,1
Frais de propriété et de transfert	7 182	7 259	7 624	7 400
Variation en %	-5,7	1,1	10,3	-11,2

Croissance de la construction résidentielle réelle





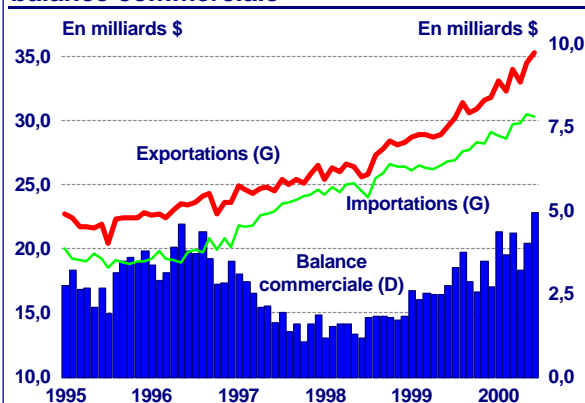
En juin, la vigoureuse croissance des exportations...

- Les exportations ont augmenté de 2,3 %, en juin, sous l'impulsion surtout des gains réalisés par les produits énergétiques et les produits de l'automobile. Les exportations d'énergie ont été stimulées par le renchérissement du gaz naturel et du pétrole brut.
- Les importations ont, pour leur part, légèrement fléchi (0,4 %), dans le sillage de la baisse des importations de M&É et d'autres biens de consommation.

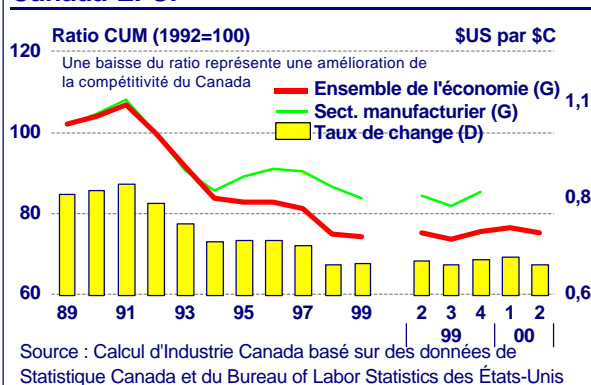
...a fait grimper l'excédent commercial à un niveau record

- Ensemble, la montée en flèche des exportations et la diminution des importations ont fait passer l'excédent commercial du Canada à un sommet en juin (5,0 milliards \$).
- Les augmentations récentes de l'excédent commercial sont principalement attribuables à la hausse des prix à l'exportation de l'énergie et des produits métalliques. Le recul des prix des ordinateurs, a aussi contribué à la croissance de l'excédent commercial du Canada.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Juin 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Mai 2000	Juin 2000	Janv.-juin 1999	Janv.-juin 2000	Mai-juin 2000	Mai-juin 2000	Jun 1999-juin 2000	
Exportations	34 537	35 341	173 848	202 458	804	2,3	19,5	
vers les États-Unis	29 537	30 318	148 938	173 558	781	2,6	19,5	
Importations	30 502	30 386	158 689	177 924	-116	-0,4	13,3	
en provenance des États-Unis	22 280	22 507	122 060	132 244	227	1,0	10,5	
Balance commerciale	4 035	4 955	15 159	24 534	920			
avec les États-Unis	7 257	7 811	26 878	41 314	554			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 372	2 301	12 579	13 510	-71	-3,0	8,4	
Produits énergétiques	3 523	4 144	12 656	21 747	621	17,6	66,8	
Produits de la forêt	3 549	3 508	18 873	21 098	-41	-1,2	11,0	
Biens et matériaux industriels	5 507	5 486	27 813	31 784	-21	-0,4	15,6	
Machines et équipement	9 167	9 267	41 248	50 944	100	1,1	30,9	
Produits automobiles	7 969	8 176	47 058	48 974	207	2,6	6,1	
Autres biens de consommation	1 212	1 215	6 734	7 094	3	0,2	7,9	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 513	1 509	8 762	8 991	-4	-0,3	5,2	
Produits énergétiques	1 464	1 502	4 399	8 297	38	2,6	74,9	
Produits de la forêt	259	259	1 335	1 519	0	0,0	14,1	
Biens et matériaux industriels	5 979	6 086	30 122	35 135	107	1,8	21,3	
Machines et équipement	10 469	10 212	52 811	59 453	-257	-2,5	13,0	
Produits automobiles	6 451	6 503	37 025	38 670	52	0,8	4,9	
Autres biens de consommation	3 307	3 253	18 069	19 463	-54	-1,6	7,8	



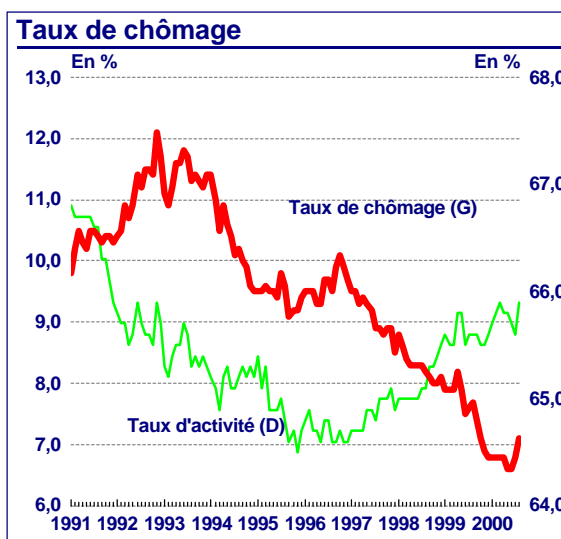
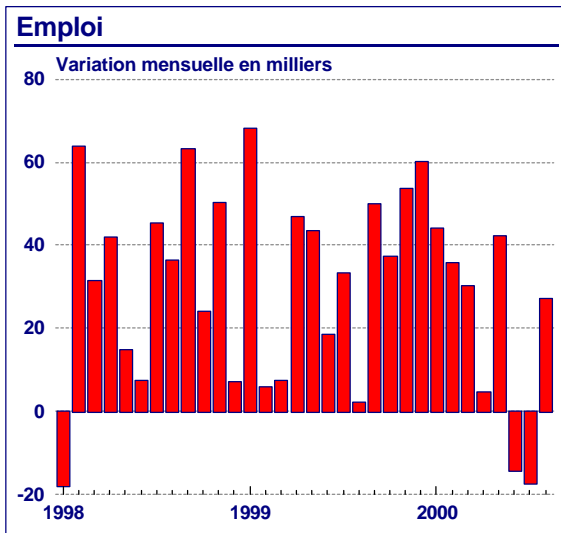
Emploi et chômage

Malgré une amélioration de l'emploi en août...

- En août, le nombre d'emplois a augmenté de 27 000 après avoir légèrement diminué au cours des deux mois précédents. Malgré cette hausse, le rythme de création d'emplois a considérablement ralenti au cours des cinq derniers mois.
- L'augmentation du nombre d'emplois à temps partiel (+24 000) est responsable du plus gros de la hausse globale puisque le nombre d'emplois à temps plein n'a que légèrement progressé.

...la forte progression de la population active a fait passer à 7,1 % le taux de chômage

- En dépit d'une amélioration de l'emploi, le taux de chômage national s'est accru de 0,3 point de pourcentage, se fixant à 7,1 %, en août, en raison d'une forte croissance du nombre de personnes à la recherche d'un emploi (+86 000). Le taux de participation de la population active a été porté à 65,9 %, soit le même qu'en mars et le taux le plus élevé depuis 1991.
- On dénombre plus d'emplois chez les hommes adultes, les femmes adultes et les jeunes, mais, dans tous les cas, l'accroissement de la population active a fait monter les taux de chômage.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Août 1999	Juillet 2000	Août 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 546,3	14 873,5	14 900,8	27,3	354,5	153,3	0,2	2,4
Temps plein	11 822,9	12 179,2	12 182,4	3,2	359,5	87,0	0,0	3,0
Temps partiel	2 723,4	2 694,3	2 718,4	24,1	-5,0	66,3	0,9	-0,2
Jeunes 15-24	2 196,1	2 274,7	2 278,5	3,8	82,4	24,4	0,2	3,8
Adultes 25+	12 350,2	12 598,8	12 622,3	23,5	272,1	129,0	0,2	2,2
Travailleurs indépendants	2 450,9	2 409,1	2 387,5	-21,6	-63,4	-121,5	-0,9	-2,6
Chômage	1 215,4	1 077,1	1 135,7	58,6	-79,7	60,8	5,4	-6,6
Taux de chômage	7,7	6,8	7,1	0,3	-0,6	0,3		
Jeunes 15-24	13,5	12,6	13,0	0,4	-0,5	-0,1		
Adultes 25+	6,6	5,6	5,9	0,3	-0,7	0,3		
Population active	15 761,7	15 950,6	16 036,5	85,9	274,8	214,2	0,5	1,7
Taux d'activité	65,6	65,6	65,9	0,3	0,3	0,3		
Taux d'emploi	60,6	61,2	61,2	0,0	0,6	0,0		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

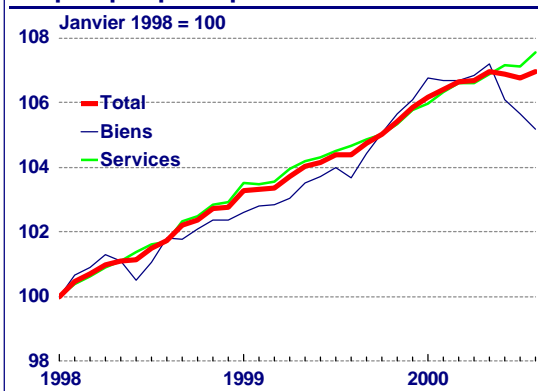
L'emploi dans les industries productrices de biens a continué de fléchir...

- En août, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a diminué pour un quatrième mois de suite, cette fois, la baisse représente 17 000 emplois. Les pertes ont été observées dans toutes les grandes catégories, sauf la fabrication. C'est la construction qui est responsable de la plus grande partie du recul.
- Par contre, dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru de 44 000 en août, des gains importants ayant été notés dans le commerce, les autres services ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale. L'hébergement et les services de restauration ont subi une forte baisse.
- La récente faiblesse du marché du travail peut être attribuée en grande partie au secteur des biens, où le nombre d'emplois a diminué de 33 000 depuis le début de l'année. Le secteur des services affiche, pour sa part, une hausse de 186 000 emplois pour cette même période.

...tout comme le nombre de travailleurs autonomes

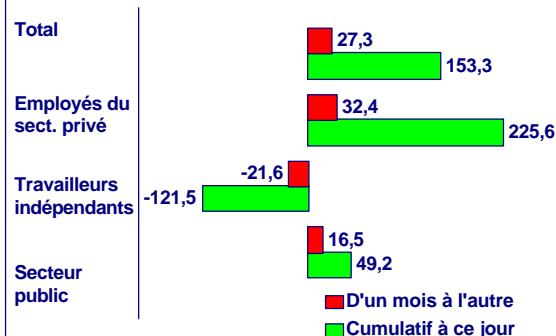
- Dans le secteur privé, le nombre d'emplois rémunérés a crû de 32 000 en août, et celui du secteur public, de 17 000. Ces gains ont été, en partie, annulés par un recul du nombre de travailleurs autonomes (-22 000), ce qui porte à 122 000 la diminution cumulative depuis le début de l'année.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Août 2000 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Août 1999	Juillet 2000	Août 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 777,5	3 849,1	3 832,4	-16,7	54,9	-32,9	-0,4	1,5
Agriculture	405,9	368,9	367,9	-1,0	-38,0	-31,2	-0,3	-9,4
Ressources naturelles*	256,8	284,9	282,4	-2,5	25,6	7,1	-0,9	10,0
Services publics	116,5	115,8	115,5	-0,3	-1,0	0,1	-0,3	-0,9
Construction	764,7	825,4	806,4	-19,0	41,7	-1,0	-2,3	5,5
Fabrication	2 233,6	2 254,1	2 260,1	6,0	26,5	-8,1	0,3	1,2
Services	10 768,8	11 024,4	11 068,4	44,0	299,6	186,2	0,4	2,8
Commerce	2 256,6	2 311,9	2 341,2	29,3	84,6	69,5	1,3	3,7
Transport	749,6	777,1	767,9	-9,2	18,3	3,7	-1,2	2,4
FASI*	867,0	876,5	865,4	-11,1	-1,6	0,1	-1,3	-0,2
Services prof./scientifiques	908,1	948,4	947,3	-1,1	39,2	20,8	-0,1	4,3
Administration et gestion	522,1	551,9	559,3	7,4	37,2	41,8	1,3	7,1
Enseignement	990,7	961,1	957,2	-3,9	-33,5	-44,5	-0,4	-3,4
Soins de santé/assist. sociale	1 447,3	1 518,6	1 537,4	18,8	90,1	65,5	1,2	6,2
Information, culture, loisirs	630,6	664,7	676,4	11,7	45,8	40,2	1,8	7,3
Hébergement et restauration	918,0	970,8	939,7	-31,1	21,7	-10,9	-3,2	2,4
Autres services	711,3	700,3	722,3	22,0	11,0	13,4	3,1	1,5
Administration publique	767,6	743,2	754,4	11,2	-13,2	-13,4	1,5	-1,7

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



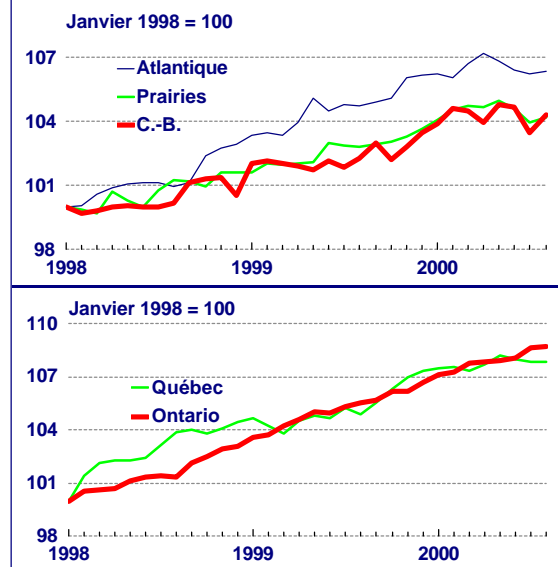
En août, la Colombie-Britannique a dominé la hausse de l'emploi...

- En août, le nombre d'emplois a augmenté dans sept provinces sur dix, la Colombie-Britannique profitant d'un peu plus de la moitié de la hausse globale. Pour leur part, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse et l'île-du-Prince-Édouard ont enregistré des pertes d'emplois.

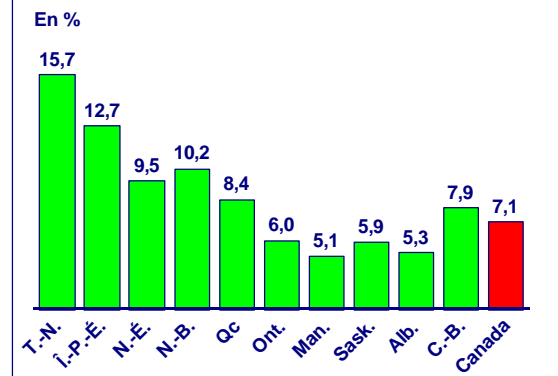
...mais le taux de chômage a augmenté dans la plupart des provinces

- En août, alors que le nombre d'emplois a connu une forte progression en Colombie-Britannique, une augmentation encore plus importante de la population active a fait hausser de 0,8 point de pourcentage le taux de chômage, portant celui-ci à 7,9 %. En Ontario, le taux de chômage (5,9 %) a enregistré une hausse de 0,6 point, entièrement attribuable à l'accroissement de la population active.
- Les trois provinces qui ont subi des pertes d'emplois en août, soit la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse et l'île-du-Prince-Édouard, ont vu augmenter leur taux de chômage.
- Seuls le Québec, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick ont connu une baisse du taux de chômage. Au Manitoba, le taux n'a pas changé.
- Les taux de chômage varient considérablement d'une province à l'autre. Ainsi, le Manitoba affiche le taux le plus bas (5,1 %) et Terre-Neuve, le taux le plus élevé (15,7 %).

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Août 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Août 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier		
Canada	14 900,8	27,3	0,2	354,5	2,4	7,1	0,3	-0,6	
Terre-Neuve	203,5	2,0	1,0	-0,7	-0,3	15,7	-0,4	-1,3	
Î.-P.-É.	63,8	-0,1	-0,2	2,8	4,6	12,7	0,4	-0,8	
Nouvelle-Écosse	416,3	-3,4	-0,8	6,2	1,5	9,5	0,3	0,3	
Nouveau-Brunswick	336,1	2,7	0,8	7,3	2,2	10,2	-0,1	1,1	
Québec	3 441,0	0,6	0,0	95,2	2,8	8,4	-0,4	-1,4	
Ontario	5 880,9	4,8	0,1	172,6	3,0	6,0	0,7	-0,1	
Manitoba	558,2	3,9	0,7	14,2	2,6	5,1	0,0	-1,2	
Saskatchewan	479,5	-4,3	-0,9	-2,2	-0,5	5,9	0,6	-0,1	
Alberta	1 577,6	6,2	0,4	21,7	1,4	5,3	0,1	-0,8	
C.-B.	1 943,9	14,9	0,8	37,6	2,0	7,9	0,8	-1,0	



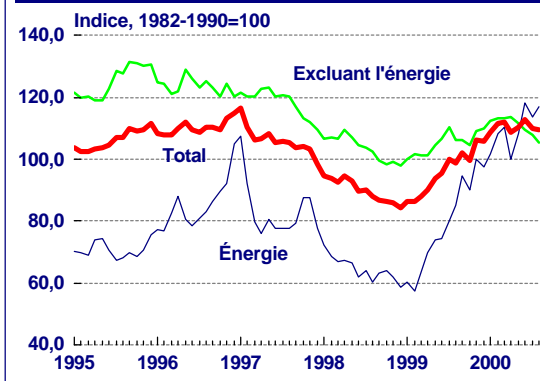
En juillet, l'inflation a atteint 3,0 %...

- En juillet, les prix à la consommation ont augmenté de 3,0 %, d'une année à l'autre, le renchérissement de l'énergie étant responsable de la moitié de cette augmentation. La hausse des frais d'intérêts hypothécaires ainsi que des frais de scolarité a également joué un rôle, mais la baisse des prix des automobiles, du matériel et des fournitures informatiques ainsi que des vêtements a compensé, en partie, l'augmentation des prix notée ailleurs.
- Les prix se sont accrus de 0,4 % de juin à juillet après avoir progressé de 0,6 % en juin.

...mais le taux d'inflation « de base » est resté dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » s'est fixé à 1,5 % en juillet, soit près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 10,8 % en août. Cette augmentation peut être attribuée à la hausse des prix de l'énergie (+37,4 %) puisque les prix des produits de base autres que l'énergie ont diminué de 0,6 %.

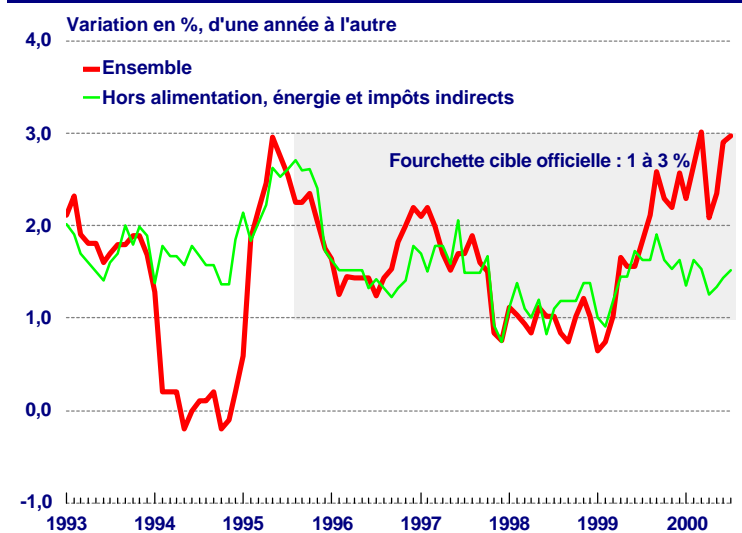
Prix des produits de base (\$ US)



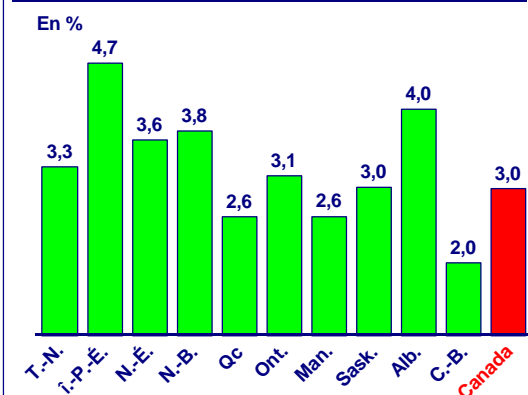
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	114,1	0,4	3,0
Alimentation	113,4	0,4	1,9
Logement	108,7	0,6	3,7
Équipement du ménage	110,5	0,5	1,2
Habillement et chaussures	104,7	0,1	0,2
Transport	131,2	-0,5	5,2
Santé et soins personnels	112,0	0,1	1,4
Loisirs, formation et lecture	124,9	0,8	2,7
Alcool et tabac	98,0	0,1	3,5
IPC hors alimentation et énergie	113,8	0,2	1,5
Énergie	129,5	0,9	17,8
Prix des produits de base (Août)			
Indice, 1982-1990=100	109,5	-0,5	10,8
Excluant l'énergie	105,5	-2,3	-0,6
Énergie	117,1	3,2	37,4

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juillet 2000





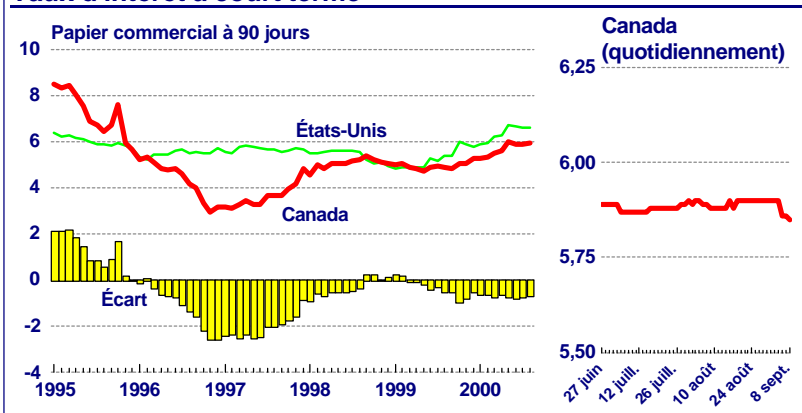
En août, les taux d'intérêt à court terme n'ont pratiquement pas changé...

- En août, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 6,0 %. La dernière hausse remonte à mai.
- Les taux d'intérêt à court terme, déterminés par le marché, ont été aussi relativement stables, oscillant autour de 5,9 % depuis juin. Le 6 septembre, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont clôturé à 67 points de base sous les taux comparables aux États-Unis.

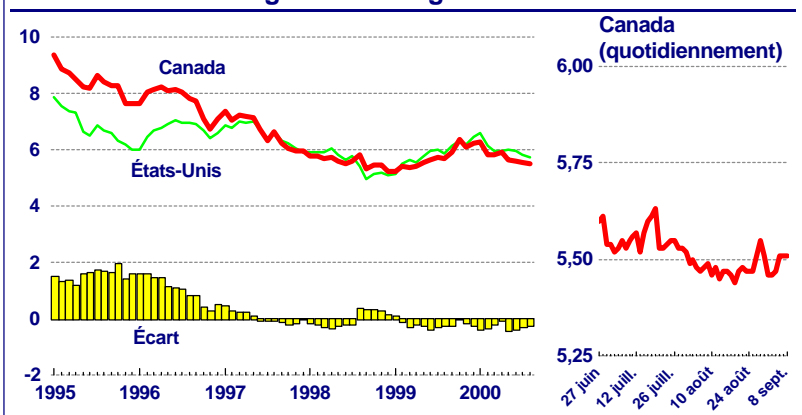
...tandis que les rendements à long terme ont légèrement fléchi

- Les signes montrant un ralentissement modéré de l'économie et une hausse de la productivité, surtout aux États-Unis, ont favorisé une baisse des rendements des obligations canadiennes, ceux-ci se situant, en août, à leurs niveaux les plus bas depuis le début de l'année. Le taux d'intérêt à long terme a fléchi, se fixant à 5,44 % le 18 août, mais il s'est redressé plus tard dans le mois, s'établissant à 5,5 %.
- En août, l'écart entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis s'est quelque peu amenuisé. Au 6 septembre, les taux canadiens étaient inférieurs de 23 points de base aux taux comparables américains. Les taux longs canadiens sont restés, eux aussi, inférieurs aux taux courts.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Mars 2000	5,46	-0,72	5,84	-0,15
Avril	5,62	-0,64	5,92	-0,03
Mai	5,98	-0,74	5,63	-0,39
Juin	5,89	-0,78	5,61	-0,36
Juillet	5,88	-0,71	5,55	-0,27
Août	5,90	-0,67	5,51	-0,23
6 sept.	5,86	-0,67	5,51	-0,23

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Mars 2000	5,50	7,00	7,70	8,35
Avril	5,50	7,00	7,70	8,35
Mai	6,00	7,50	8,30	8,75
Juin	6,00	7,50	8,10	8,45
Juillet	6,00	7,50	7,90	8,25
Août	6,00	7,50	7,90	8,25
6 sept.	6,00	7,50	7,90	8,25

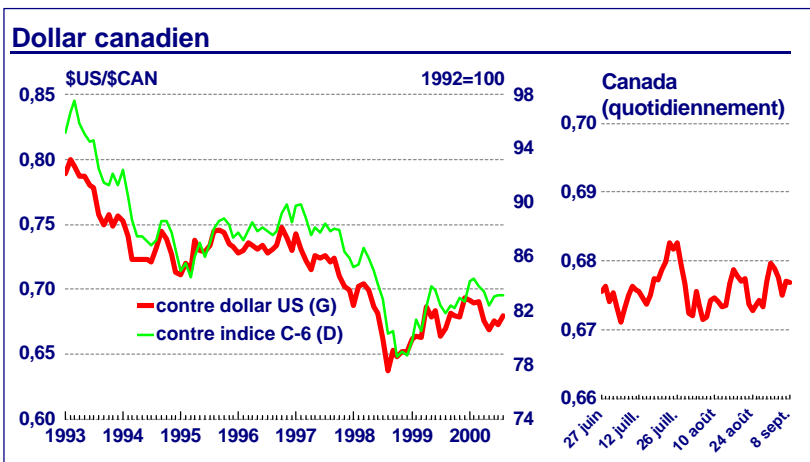


Le TSE 300 a enregistré un nouveau record...

- La vigueur de plusieurs industries, notamment le papier et les forêts, le pétrole et le gaz ainsi que les services financiers, a permis au TSE 300 de faire un gain total de 8,1 % en août. Cette progression généralisée a propulsé l'indice à un sommet, celui-ci clôturant à 11 389, le 1er septembre. Toutefois, le TSE s'est par la suite considérablement replié, les entreprises technologiques subissant de fortes pertes.
- La performance des actions américaines continue d'être inférieure à celle des actions canadiennes, le Dow Jones progressant de 6,6 % et le S&P 500, de 6,1 %, en août. D'une année à l'autre, le TSE 300 était supérieur de 61,4 % en août, soit l'un des meilleurs résultats boursiers au monde.

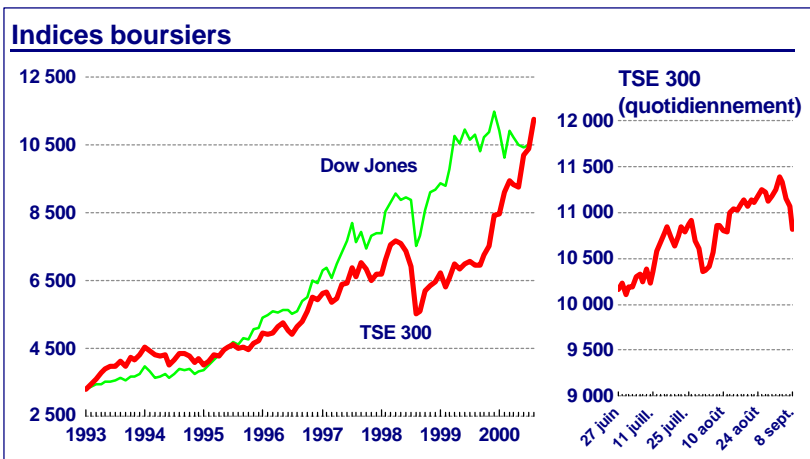
...et le dollar canadien s'est raffermi

- Le dollar canadien a oscillé pendant presque tout le mois, mais il s'est fixé à 0,6796 cents US, le 1er septembre. Une croissance plus forte que prévu au deuxième trimestre et l'excédent au compte courant du Canada, le deuxième d'affilée, ont soutenu le dollar. Toutefois, le dollar canadien a, par la suite, glissé, entraîné par la forte demande internationale de dollars américains.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Mars 2000	0,6899	83,84	1,388	72,77
Avril	0,6756	83,47	1,409	71,90
Mai	0,6682	82,37	1,442	72,41
Juin	0,6754	83,06	1,393	71,84
Juillet	0,6725	83,17	1,410	73,23
Août	0,6796	83,13	1,459	72,86
8 sept.	0,6769			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois août	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	11 248	8,1	61,4
<i>Pétrole et gaz</i>	7 659	9,0	16,4
<i>Métaux et minéraux</i>	3 635	7,2	-10,2
<i>Services publics</i>	14 130	-0,8	83,1
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 425	10,5	9,3
<i>Entreprises de distribution</i>	5 316	0,9	2,0
<i>Services financiers</i>	9 277	8,8	32,0
<i>Or</i>	4 085	3,2	-21,1
Coefficient de capitalisation des résultats*	37,9	7,6	3,1
S&P 500	1 518	6,1	14,9
Dow Jones	11 215	6,6	3,6

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

Au deuxième trimestre, l'économie américaine a connu une forte croissance...

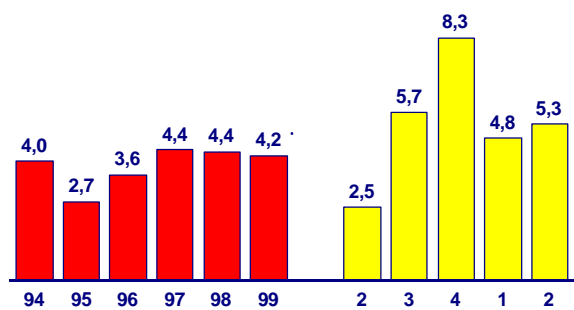
- Au deuxième trimestre de 2000, selon les estimations anticipées, le PIB réel a fait un bond de 5,3 % (taux annuel). Les fortes augmentations des investissements en capital fixe non résidentiels, des dépenses de consommation relatives à des services et des investissements dans les stocks ont plus que compensé la solide croissance des importations et le ralentissement des achats de biens durables.
- Toutefois, en août, le nombre d'emplois aux États-Unis a diminué de 105 000 en raison de la baisse de l'emploi dans le secteur public, causée par le départ d'employés temporaires affectés au recensement, et à la grève dans l'industrie des communications. Le taux de chômage a légèrement progressé, se situant à 4,1 %.
- Le déficit commercial des États-Unis est monté en flèche, atteignant un montant record de 30,6 milliards de dollars en juin, en hausse par rapport au déficit révisé de mai de 30,3 milliards de dollars. Un bond des importations (4,6 %), surtout de pétrole brut, a fait augmenter le déficit malgré la forte croissance des exportations (3,7 %).

...mais la Réserve fédérale n'a pas modifié les taux

- Comme tout le monde s'y attendait, la Réserve fédérale n'a pas modifié les taux d'intérêt à sa réunion du 22 août. Elle semble assez satisfaite de l'expansion actuelle de l'économie, surtout de la croissance de la productivité, qui a été révisée à la hausse (5,7 %, taux annuel) au deuxième trimestre. Toutefois, faisant remarquer les risques de pressions inflationnistes, la Réserve s'est dit encline à resserrer les conditions monétaires à l'avenir.

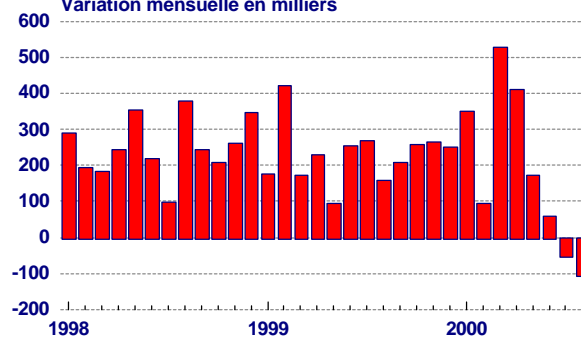
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



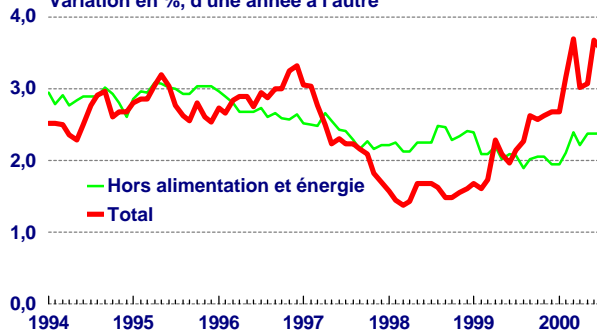
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

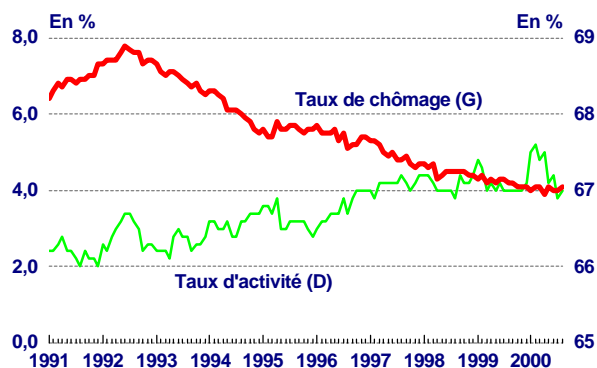


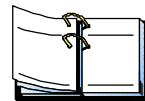
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Indice des prix à la consommation - Août	14 septembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Juillet	19 septembre
Commerce international - Juillet	20 septembre
PIB au coût des facteurs - Juillet	29 septembre
Enquête sur la population active - Septembre	6 octobre
Enquête sur la situation des entreprises - Octobre	2 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2000	24 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2000	30 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2000	30 novembre
Taux d'utilisation de la capacité - 3e trimestre 2000	7 décembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Août	15 septembre
Commerce international - Juillet	20 septembre
PIB - 2e trimestre 2000, données finales	28 septembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	3 octobre
Situation de l'emploi - Septembre	6 octobre

Nota : Les IEM de septembre sont fondés sur les données connues au 8 septembre 2000